



SOMMAIRE

Page.

Point 22 de l'ordre du jour :

La situation au Moyen-Orient (suite) . . . . . 1

*Président : M. Adam MALIK (Indonésie).*

**POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR**

**La situation au Moyen-Orient (suite)**

1. M. ECOBESCU (Roumanie) : La situation au Moyen-Orient, source permanente de tension et d'inquiétude, préoccupe la communauté internationale tout entière.

2. L'existence, où que ce soit, d'un conflit entre Etats engendre le péril de son extension, met en danger la paix et la sécurité générales et affecte, de ce fait, les intérêts vitaux de tous les peuples.

3. En même temps, de pareils conflits amènent de dures souffrances aux pays directement impliqués et entravent leur développement normal, économique et socio-politique, servant ainsi les seuls intérêts impérialistes, hostiles au progrès, à la paix et à la bonne entente entre les nations.

4. L'évolution des événements survenus au Moyen-Orient ces derniers temps ne peut, de l'avis de la délégation roumaine, qu'accentuer cette préoccupation.

5. Le maintien du cessez-le-feu est, certes, un fait positif. Mais, pour qu'il devienne véritablement efficace, cet acte doit être consolidé par des mesures concrètes visant à un règlement politique du conflit. Or, c'est justement la perspective de ces mesures concrètes qui s'est assombrie ces derniers temps. Les négociations sont pratiquement suspendues, tandis que la prolongation de la situation qui prévaut actuellement accroît de plus en plus le danger de l'apparition de nouveaux phénomènes de crise aiguë, le danger de recrudescence des opérations militaires, avec toutes les graves implications qui en découleraient.

6. Tout cela souligne clairement la nécessité d'entreprendre des efforts résolus en vue du règlement pacifique de la situation au Moyen-Orient. Le débat actuel de l'Assemblée générale peut et doit apporter une contribution importante en ce sens.

7. Nous voulons réaffirmer, dès le début, notre ferme conviction qu'un tel règlement est possible et que, malgré la complexité des problèmes du Moyen-Orient, ceux-ci peuvent être résolus de telle manière que cela aboutisse à l'instauration d'une paix durable dans cette zone, confor-

mément à la fois aux intérêts des peuples de la région et à ceux de la paix et de la sécurité générales.

8. Avant même que le conflit n'ait éclaté, la Roumanie s'était prononcée et avait agi contre l'emploi de la force et pour un règlement politique. Poursuivant constamment cette ligne, la Roumanie a demandé, après le déclenchement des hostilités, la cessation des combats, le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés, la solution de tous les problèmes par la voie pacifique, solution qui assurerait à chaque Etat de la zone l'indépendance et l'intégrité territoriale. Nous nous étions en même temps prononcés en faveur d'une solution appropriée, conforme aux intérêts nationaux de la population palestinienne.

9. La Roumanie développe constamment ses relations traditionnelles d'amitié avec les pays arabes et a par conséquent promu la coopération avec ces Etats sur des plans multiples, manifestant, en même temps, sa solidarité et son appui aux peuples arabes dans leur juste lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, pour la défense de leur indépendance et de leur souveraineté, pour leur développement économique et social indépendant et sans immixtion extérieure aucune.

10. Elle s'est prononcée, en même temps, pour la reconnaissance du droit à l'existence de tous les Etats de la région, pour l'établissement de relations de coexistence pacifique entre tous les peuples de cette partie du monde.

11. Il est, par conséquent, de l'intérêt primordial de tous les Etats de la zone du Moyen-Orient d'aboutir d'urgence à un règlement politique du conflit. La résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité constitue une base raisonnable pour ce règlement.

12. Il est évident que l'on ne peut pas aboutir à une solution politique du conflit sans le retrait des troupes israéliennes des territoires arabes occupés. Aucun Etat ne saurait s'arroger le droit de pénétrer avec ses forces armées sur des territoires étrangers et d'imposer ainsi sa volonté, ni d'attenter à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale d'autres pays.

13. Les intérêts de la paix et de la sécurité au Moyen-Orient exigent également la reconnaissance de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la zone — Israël compris —, ce qui ouvrirait des perspectives favorables à la coexistence pacifique des peuples de cette région ainsi qu'à leur développement indépendant.

14. L'établissement de la paix dans cette partie du globe exige, de même, la solution des problèmes de la population

palestinienne conformément à ses intérêts et à ses aspirations légitimes.

15. Eu égard à la complexité des problèmes qui attendent d'être résolus, une paix durable au Moyen-Orient ne saurait être que le résultat des efforts persévérants et constructifs fournis, en premier lieu, par les pays directement intéressés.

16. L'activité déployée au cours des premiers mois de cette année par M. Jarring, représentant spécial du Secrétaire général, a permis la formulation de certaines suggestions relatives à la façon pratique d'entamer les négociations et l'obtention de quelques clarifications quant aux positions respectives des parties au conflit.

17. Pendant la même période, l'Égypte a présenté des propositions utiles, notamment en ce qui concerne la reprise de la navigation sur le canal de Suez. La Roumanie a salué avec satisfaction les initiatives et les efforts entrepris par le Gouvernement égyptien en vue d'un règlement politique du conflit, en conformité avec les dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

18. Dans cet ordre d'idées, nous considérons que le Gouvernement israélien doit faire preuve de plus de réceptivité à l'égard de la solution, par la voie pacifique, des problèmes litigieux de cette zone.

19. C'est à tous les Etats qu'incombe le devoir de respecter sans faillir l'obligation fondamentale de ne pas recourir, dans leurs relations internationales, à la menace ou à l'emploi de la force. C'est là une exigence impérative découlant de la Charte des Nations Unies. En cela consiste le sens de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, adoptée l'année passée par l'Assemblée générale [résolution 2734 (XXV)], et dans laquelle celle-ci :

*“Réaffirme solennellement que tout Etat a le devoir de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout autre Etat, et que le territoire d'un Etat ne peut faire l'objet d'une occupation militaire résultant de l'emploi de la force en violation des dispositions de la Charte, que le territoire d'un Etat ne peut faire l'objet d'une acquisition par un autre Etat résultant de la menace ou de l'emploi de la force, que nulle acquisition territoriale résultant de la menace ou de l'emploi de la force ne sera reconnue comme légale et que chaque Etat a le devoir de s'abstenir d'organiser ou d'encourager des actes de guerre civile ou des actes de terrorisme sur le territoire d'un autre Etat, d'y aider ou d'y participer”.*

20. De l'avis de la délégation roumaine, il est impérieusement nécessaire d'agir résolument pour donner une impulsion énergique dans la direction de la solution pacifique et effective du conflit au Moyen-Orient. Ce que l'on exige en ce sens, c'est que les Etats fassent preuve, notamment, de volonté politique. Cela implique nécessairement, l'emploi étendu des méthodes pacifiques, des négociations, ainsi que la recherche de solutions politiques viables, y compris d'une solution partielle qui convienne aux parties, solutions pleinement conformes aux intérêts et aux droits de chaque Etat de la zone.

21. En vue de créer un climat qui favorise les efforts visant à la promotion d'un règlement politique, il s'impose, d'après nous, d'éviter tout acte qui engendrerait de nouvelles complications et de nouveaux dangers, ce qui éloignerait encore davantage la perspective de la solution des problèmes du Moyen-Orient. C'est notre ferme conviction que le rôle principal, dans le règlement des problèmes du Moyen-Orient, doit revenir aux Etats des zones respectives, directement intéressés à y instaurer la paix.

22. En même temps, les autres Etats ainsi que l'Organisation des Nations Unies peuvent et doivent contribuer à ce que la solution pacifique du conflit soit rendue plus facile. L'actuelle session de l'Assemblée générale est appelée à donner une nouvelle et vigoureuse impulsion aux efforts ayant pour but le règlement des problèmes par voie pacifique. Dans ce contexte, nous estimons nécessaire la reprise de la mission Jarring — mission dont les possibilités doivent être pleinement et entièrement exploitées jusqu'à ce que l'on parvienne à des résultats fructueux. De même, nous croyons que, par suite des efforts conjugués des Etats — et, avant tout, des pays directement concernés —, la situation peut être surmontée et que les problèmes peuvent être résolus.

23. La Roumanie, en ce qui la concerne, continuera d'agir, tout comme d'autres Etats, pour le règlement pacifique du conflit au Moyen-Orient, règlement qui réponde aux intérêts légitimes de tous les Etats de cette zone ainsi qu'à ceux de la cause du renforcement de la paix et de la sécurité dans le monde.

24. M. EL-SHIBIB (Irak) [*interprétation de l'anglais*] : Quatre ans et demi se sont écoulés depuis qu'Israël occupe le territoire de trois Etats Membres des Nations Unies, au mépris des principes de la Charte et des nombreuses résolutions adoptées par les Nations Unies, et cela n'a rien changé au tableau lugubre de l'incapacité des Nations Unies, et notamment de l'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité, à mettre fin à une situation aussi anormale. C'est à juste titre que ce problème nous inquiète, car non seulement il menace la paix dans une région critique et importante de notre monde, mais il pourrait entraîner le monde entier dans une conflagration générale. Cela nous amène parfois à penser que la situation actuelle dont nous parlons résulte de la guerre de 1967. De l'avis de ma délégation, la crise actuelle découlant de la guerre de 1967 n'est qu'un chapitre dans l'histoire d'agression et d'expansion dont les Nations Unies sont responsables au premier chef.

25. Il y a 23 ans, l'Assemblée générale a décidé de diviser la Palestine, allant à l'encontre des vœux de la population et lui refusant ainsi son droit inaliénable à l'autodétermination. Ainsi fut créée une situation dans laquelle un Etat étranger est venu s'implanter au coeur même de la région — un Etat qui est étranger par sa culture, ses aspirations, ses perspectives et la notion d'appartenance même à la région. C'est un Etat dont les frontières plongent dans une profonde mythologie et dont la soif d'expansion territoriale et démographique est inextinguible.

26. Une série d'agressions, qui a commencé par la spoliation du peuple palestinien de sa patrie et s'est poursuivie par de nombreuses attaques contre les pays arabes voisins,

nous a conduits au chapitre actuel où, comme je l'ai dit, les territoires de trois États Membres des Nations Unies se trouvent sous occupation étrangère depuis près de cinq années. L'appétit territorial de l'État sioniste n'est que trop évident; le passage des années et l'accumulation de résolutions adoptées par les Nations Unies ne sont pas la réponse voulue pour mettre fin à ces intentions agressives et à ces désirs malveillants. Le conflit du Moyen-Orient est, avant tout, un affrontement entre l'État sioniste, ses colons étrangers et le peuple de Palestine, qui a été privé de sa patrie. Les États arabes furent et sont tenus — par des liens de parenté, de culture, d'histoire et de croyance dans les principes de la Charte affirmant le droit du peuple de Palestine à l'autodétermination — d'aider le peuple palestinien dans sa lutte. Ils sont ainsi devenus la cible par excellence de l'agression et de l'expansion d'Israël. La guerre de 1967 et la situation politique actuelle au Moyen-Orient ne sont qu'un chapitre de cette tragédie. Le Conseil de sécurité, après qu'Israël eut déclenché sa guerre d'agression de 1967, après des mois de réflexion, a adopté la résolution 242 (1967); c'est peut-être la résolution du Conseil de sécurité qu'on cite le plus mais qu'on applique le moins.

27. Depuis le moment même où le Conseil de sécurité s'est prononcé sur cette question, mon gouvernement a fait clairement état de ses appréhensions au sujet de cette résolution. Nous avons mis en doute les raisons qui ont poussé le Conseil à l'adopter et nous avons douté de son application. Nous avons estimé que cette résolution, quelles que soient les explications qu'on en donne, a récompensé l'agresseur en méconnaissant le principe du retrait immédiat des troupes étrangères de territoires d'États Membres. Nous avons eu des doutes sur la possibilité de l'appliquer car, les événements l'ont prouvé, l'objectif d'Israël n'a cessé d'être l'acquisition de nouveaux territoires arabes.

28. Israël a invoqué divers prétextes pour justifier cette acquisition. Il a élargi ses frontières entre 1948 et 1967 en ajoutant un territoire plus grand d'un tiers que celui qui lui avait été accordé lors du plan de partage de la Palestine [résolution 181 (II)]. L'excuse invoquée alors par Israël était l'absence de paix stable et le fait que ces lignes étaient simplement des lignes d'armistice. Aujourd'hui, après avoir triplé l'étendue de son territoire, la raison que donne Israël pour justifier la continuation de l'occupation de ces territoires est la sécurité. Dans l'histoire de l'agression, nous avons entendu nombre d'agresseurs évaluer leur acquisition de territoires d'autres États; ils n'ont jamais avoué leurs véritables mobiles. C'était soit sous prétexte de sécurité, soit pour d'autres raisons dépourvues de toute logique qu'ils gardaient leur butin. Nous en avons un autre exemple aujourd'hui.

29. Mais l'incapacité dans laquelle se trouve l'Organisation mondiale de faire respecter sa volonté et sa fameuse résolution 242 (1967) ne doit pas être pour nous une raison de nous vanter de nos prédictions, qui ne se sont révélées que trop justes. Nous sommes, au contraire, attristés de voir se répéter les mêmes procédés alors que le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies n'énonce que trop clairement le remède à la situation.

30. Israël a toujours employé la force, a toujours cru à la force et c'est sur la force qu'il s'est édifié. Il ne peut

comprendre que la coercition comme réponse à son agression. A mon avis, cette attitude sénile constante de la part de notre organisation lorsqu'il s'agit de traduire sa volonté en actes a non seulement encouragé Israël à défier et à mépriser les Nations Unies, mais elle est aussi un encouragement à tout agresseur éventuel qui voudrait agir ainsi dans l'avenir. Une des raisons du défi d'Israël à l'Organisation et à l'opinion publique mondiale que nous ne pouvons pas ne pas constater est le soutien moral et matériel qu'il a obtenu au cours des années, en dépit du fait qu'il a défié les Nations Unies et occupé les territoires d'États Membres de l'Organisation. Cet appui n'est venu de nul autre qu'un membre permanent du Conseil de sécurité, une superpuissance, à savoir les États-Unis.

31. Israël est célèbre pour son appétit lorsqu'il s'agit de territoires et d'avions Phantom. Il a besoin de ces derniers pour digérer les premiers, et les États-Unis les lui ont fournis généreusement. Pour couvrir ses besoins militaires, Israël s'est vu accorder 500 millions de dollars pour la seule année écoulée. En présence d'une telle situation, il n'est pas étonnant que l'Assemblée et le Conseil de sécurité soient paralysés et ne puissent agir face à un cas d'agression aussi évident.

32. Qu'il me soit permis d'indiquer très brièvement la position de mon gouvernement qui, au cours des années, est demeurée inchangée et que nous avons eu l'occasion de définir du haut de cette tribune à maintes reprises. Nous estimons qu'une paix juste et durable ne saurait être établie sur la base de la résolution 242 (1967). Cette résolution fait état d'une solution juste au problème des réfugiés comme s'il s'agissait d'une question secondaire. Nous ne pensons pas que le peuple palestinien soit simplement des réfugiés qu'il faut réinstaller. C'est un peuple comme tous les autres, qui a le droit de disposer de lui-même dans son propre pays. Heureusement, l'Assemblée a reconnu ce droit qui a été réaffirmé dans de nombreuses résolutions adoptées au cours des trois dernières sessions. Nous appuyons tous les efforts faits par nos frères, les États arabes de l'Égypte, de la Syrie et de la Jordanie, en vue de reconquérir leurs territoires et d'obtenir le retrait total des forces d'occupation israéliennes. Nous pensons que la cause du peuple palestinien et des trois États arabes qui ont fait l'objet de l'agression israélienne rallie de plus en plus l'appui des peuples du monde. C'est une source d'encouragement qui renforce notre foi dans la position que nous avons adoptée. Nous estimons que d'autres résolutions sont maintenant superflues; ce qu'il faut, c'est la volonté de les appliquer. Nous mettons notre foi dans l'appui des pays amis, des pays épris de paix, pour qu'ils nous aident dans notre juste lutte et nous pensons que la victoire finale ne pourra être obtenue que par l'union des peuples arabes confiants dans la justice de leur cause et par leur volonté de reconquérir leurs droits.

33. M. ISMAIL (République démocratique populaire du Yémen) [interprétation de l'anglais] : Comme nous l'avons fait à chacune de nos sessions depuis 1948, nous discutons aujourd'hui d'une question que l'on pourrait, à juste titre, intituler "le grand défi aux Nations Unies", organisation qui est considérée par les peuples du monde entier comme un important instrument de paix, de justice et de liberté.

34. Lorsqu'on relit les comptes rendus sténographiques des réunions des divers organes de notre organisation,

portant sur les nombreux aspects de la question de Palestine et du Moyen-Orient, que peut-on en conclure ? Y a-t-il eu des changements ou des progrès dans la recherche de la solution à ces problèmes ? L'Organisation des Nations Unies a-t-elle pu trouver une solution juste ? Les réponses à ces questions sont non, non et non.

35. Une autre question se pose donc : que doit-on faire ? La réponse est très claire, mais malheureusement elle est encore du domaine de la théorie. Les dispositions de la Charte des Nations Unies sont très explicites quant au maintien de la paix et de la sécurité, mais, malheureusement, l'Etat d'Israël, pays agressif, ne respecte pas l'Organisation des Nations Unies et ne croit pas en sa charte.

36. Israël a envahi et occupé impunément les territoires de trois Etats arabes, Membres de l'Organisation; Israël a annexé la ville sainte de Jérusalem. C'est pendant cette annexion et cette occupation que la sainte mosquée d'Al Aqsa, sacrée pour les musulmans comme pour les chrétiens, a été incendiée. Israël a déplacé le peuple palestinien et bombardé la population civile en Egypte, en Syrie, en Jordanie et au Liban, sans se soucier de la Charte des Nations Unies.

37. Si nous suivons l'histoire de l'Etat sioniste agressif depuis sa naissance, tout ce que nous y voyons c'est la preuve de son mépris des Nations Unies et de leur charte. Il est clair que tous les pays épris de paix se trouvent d'un côté et l'Etat sioniste agressif de l'autre. Ce qui est plus surprenant encore, c'est qu'Israël déclare, avec arrogance, qu'il ne se sent pas lié par les résolutions du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale. Qui plus est, Israël invite et exhorte tous les juifs du monde à venir en Palestine dans le seul but de déplacer les Palestiniens, d'envahir encore d'autres territoires arabes et de mettre en danger la paix et la sécurité au Moyen-Orient et dans le monde.

38. Les orateurs qui m'ont précédé ont mis au grand jour les plans et les motifs expansionnistes d'Israël. Cet Etat, qui prétend que son peuple est le peuple élu de Dieu, croit que sa domination devrait s'étendre du Nil à l'Euphrate. Point n'est besoin de faire remarquer que ce que l'on a appelé la question du Moyen-Orient est essentiellement le problème palestinien. N'eût été la colonisation de la Palestine, il n'y aurait pas eu de question du Moyen-Orient. Le peuple palestinien a le droit inaliénable de recouvrer ses territoires colonisés de la même façon que les sionistes l'ont usurpé. Le peuple palestinien, par son mouvement de résistance d'avant-garde, poursuivra implacablement sa guerre de libération pour rétablir ses droits naturels. Si l'on ne permet pas aux Palestiniens de retourner dans leurs foyers et d'exercer leurs droits souverains, ils sont parfaitement en droit d'utiliser tous les moyens qu'ils jugent bon pour lutter contre les usurpateurs.

39. Le 5 juin 1967, Israël a envahi et occupé les territoires de trois Etats arabes, et cela avec l'aide des Etats-Unis. Depuis lors, certains de ces Etats arabes ont tenté par des moyens pacifiques de recouvrer leurs territoires occupés. Ils ont respecté les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale et ont répondu à l'attente de l'opinion mondiale. Mais quelle a été la réaction des agresseurs israéliens ? Ils ont obstinément repoussé toutes les tenta-

tives faites en vue de résoudre la question par des moyens pacifiques. Ce faisant, Israël a fait fi de la Charte des Nations Unies et a étalé son mépris de l'opinion mondiale. Israël a continué et continue de poursuivre sa politique du fait accompli.

40. La question importante qui se pose maintenant est de savoir pourquoi Israël a persisté dans l'agression et montré un tel mépris pour les Nations Unies ? Qui est responsable au premier chef du maintien de la tension et de l'instabilité au Moyen-Orient ? Malheureusement, ce sont les Etats-Unis d'Amérique qui ont soutenu et continuent de soutenir l'agresseur. Israël peut penser que sa victoire militaire est définitive, et les Etats-Unis peuvent penser que la naissance et l'existence d'Israël affaibliront la nation arabe, préservant ainsi les intérêts impérialistes des Etats-Unis dans notre région et facilitant le maintien de l'exploitation de nos richesses. Mais l'histoire prouvera bien que le peuple palestinien et la nation arabe seront en fin de compte victorieux. Nous nous félicitons de l'appui matériel et moral de l'Union soviétique, de la République populaire de Chine et de tous les pays socialistes et de l'appui moral que nous apportent les peuples progressistes du monde. Nous croyons sincèrement que l'agresseur ne peut continuer à perpétrer ses actes impunément.

41. Quatre ans se sont écoulés depuis que les forces armées israéliennes ont déclenché leur troisième importante agression après la naissance de l'Etat sioniste en Palestine. Cette fois, les Israéliens se sont emparés de tout le territoire de la Palestine et ont envahi les terres de trois Etats arabes, au mépris total de la Charte des Nations Unies. Il est évident qu'Israël n'a aucun respect pour les nobles principes et buts des Nations Unies.

42. Indépendamment de la dernière agression israélienne, on peut simplement se demander quel est le noeud même du problème que l'on connaît maintenant sous le vocable de "situation au Moyen-Orient" ? Le fond du problème est en fait l'usurpation de la Palestine par les agresseurs sionistes. Par conséquent, la multitude des problèmes qui en sont résultés ne peuvent être considérés en dehors de ce contexte. Autrement dit, si les droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination ne sont pas garantis, la question dans son ensemble ne pourra jamais être réglée. Le retrait total d'Israël des territoires occupés de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie aurait certainement pour résultat d'apporter une détente dans cette région et de limiter l'éventualité d'une nouvelle guerre. Cependant, le noeud même du problème subsisterait. Par conséquent, aucune solution ne saurait être équitable ou juste si les désirs et les intérêts des Palestiniens ne sont pas dûment pris en considération. Le mouvement de résistance palestinien a, à maintes reprises, préconisé l'idée d'un Etat palestinien laïc, démocratique, où tous, musulmans, chrétiens et juifs, jouiraient de droits égaux, sans distinction de race, de religion ou de croyance. Seul un tel Etat démocratique peut garantir les droits de tous les habitants de la Palestine.

43. Le projet de résolution contenu dans le document A/L.650 et Add.1 et 2 a été soumis, en toute bonne foi, par 21 Etats Membres. Ce projet de résolution repose essentiellement sur la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Il est difficile, voire impossible, pour mon gouvernement, d'accepter ce projet car il est inapplicable. Le deuxième



alinéa du préambule de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité déclare :

*“Soulignant l’inadmissibilité de l’acquisition de territoire par la guerre et la nécessité d’œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité”.*

Mon gouvernement a la ferme conviction qu’un Israël agressif, fondé sur l’idéologie sioniste, ne peut et ne pourra servir la cause de la paix. L’idéologie d’Israël est, par essence, belliqueuse. Attendre d’Israël une paix durable est donc un leurre.

44. Le paragraphe 1, ii, du dispositif de cette même résolution 242 (1967) se lit comme suit :

*“Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l’intégrité territoriale et de l’indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l’intérieur de frontières sûres et reconnues à l’abri de menaces ou d’actes de force”.*

Je regrette de devoir dire, au nom de mon gouvernement, que nous ne pouvons reconnaître la souveraineté, l’intégrité territoriale et l’indépendance d’Israël, et ce pour la simple raison que nous ne pouvons et que nous n’avons pas le droit de reconnaître aucun de ces principes tant que le peuple autochtone de Palestine, qui fait partie de nous-mêmes, lutte courageusement pour obtenir le droit de retourner chez lui, en Palestine — au lieu de vivre dans le désert, comme un peuple de réfugiés —, et lutte pour maintenir sa souveraineté.

45. Comment pouvons-nous permettre à Israël de vivre à l’intérieur de frontières sûres alors que le peuple de Palestine est expulsé de sa patrie et contraint à devenir un peuple de réfugiés ?

46. Qu’en est-il de la sécurité du peuple palestinien ? La résolution susmentionnée déclare au paragraphe 2, b, de son dispositif la nécessité “de réaliser un juste règlement du problème des réfugiés”. Ce n’est pas une question de réalisation. C’est plutôt la question du droit fondamental, inaliénable, des Palestiniens à retourner dans leur patrie. Qui plus est, ce qui est en cause, c’est l’injustice commise en permettant l’occupation illégale de la Palestine par des usurpateurs agressifs.

47. Pour toutes ces raisons, nous pensons, avec tout le respect que nous devons aux autres Etats Membres, que toute solution politique du problème de la Palestine reposant sur la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité en date du 22 novembre 1967 ne peut être mise en pratique et, par conséquent, est vouée à l’échec. En conséquence, mon gouvernement ne sera pas en mesure de voter en faveur du projet de résolution A/L.650 et Add.1 et 2 ou pour tout projet de résolution fondé sur la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

48. Mon gouvernement n’hésitera jamais à appuyer par tous les moyens le peuple palestinien et d’autres pays arabes dans la lutte qu’ils mènent pour libérer notre terre arabe.

49. M. ALARCON (Cuba) [*interprétation de l’espagnol*] : Le conflit du Moyen-Orient est l’un des problèmes critiques qui se posent à notre organisation. L’examen de ce conflit constitue une des questions qui sont inscrites en permanence à l’ordre du jour de l’Assemblée générale. Ce problème trouve ses racines dans la période qui a précédé la fondation de notre organisation, mais il n’a cessé de l’accompagner tout au long de son existence. Toutefois, ce n’est pas cet élément qui donne au conflit son caractère fondamental et qui permet de le définir. La situation au Moyen-Orient, en fait, nous place devant les principes fondamentaux qui sont à la base des Nations Unies; c’est pourquoi il ne sera possible de résoudre équitablement ce conflit qu’en se fondant sur le respect absolu des droits des peuples grâce à l’adhésion la plus fidèle aux principes énoncés dans la Charte. Autrement dit, ce qui est à l’épreuve, c’est l’aptitude des Nations Unies de mettre en pratique les aspirations des peuples, et ce pour permettre à l’Organisation de remplir sa mission historique.

50. Depuis juin 1967, le Gouvernement révolutionnaire de Cuba a fait connaître sa position aussi claire qu’invariable à ce sujet. Rien n’est intervenu, depuis lors, qui nous pousse à changer d’attitude. Nous réaffirmons que les conditions indispensables à une paix juste et durable dans cette région sont le retrait inconditionnel des troupes israéliennes des territoires qu’elles ont occupés à la suite de l’agression de juin 1967 et, en même temps, le respect des droits légitimes du peuple palestinien. Ce n’est qu’ainsi que les peuples victimes de l’agression impérialiste pourront se voir garantir l’exercice de prérogatives inaliénables. Ce n’est que si ces conditions sont remplies que la paix dans cette région bouleversée par des décennies de tensions sera rétablie; c’est la seule voie permettant de garantir aux peuples de la région la jouissance de leurs droits nationaux.

51. Dans le communiqué conjoint soviéto-cubain qui a été publié à l’occasion de la visite à Cuba du membre du Bureau politique du parti communiste et président du Conseil des ministres de l’Union des Républiques socialistes soviétiques, le camarade Alekseï Kossyguine, on trouve l’affirmation suivante :

*“Les parties soviétiques et cubaines ont exprimé leur appui résolu à la lutte des peuples arabes pour liquider les conséquences de l’agression israélienne et pour obtenir le retrait immédiat des troupes d’Israël de tous les territoires arabes occupés en juin 1967, pour reconnaître les droits légitimes et inaliénables du peuple de Palestine et pour établir une paix juste et durable au Moyen-Orient. Les parties sont convenues que la réalisation d’un règlement politique du conflit dans cette région permettrait de réduire la tension internationale.”*

52. Au cours des dernières années, la communauté internationale s’est prononcée en faveur d’une telle solution. Nous devons néanmoins constater que les armées israéliennes continuent d’occuper par la force des territoires appartenant à l’Egypte, à la Syrie et à la Jordanie, sans qu’apparaissent à l’heure actuelle ne serait-ce que des indices de l’intention d’Israël d’abandonner ces territoires, conformément à la demande exprimée à maintes reprises par l’Assemblée. Le peuple palestinien, privé de sa propre patrie, arraché à nouveau à son sol du fait de l’agression de 1967, continue à vivre l’un des drames les plus angoissants de ce siècle.

53. On ne peut comprendre le problème du Moyen-Orient que si on le replace dans le cadre de la stratégie globale contre-révolutionnaire de l'impérialisme nord-américain. L'agression contre les Etats arabes, la spoliation du peuple palestinien de ses droits, tous ces éléments font partie de la même politique d'agression, d'exploitation et d'extorsion menée par l'impérialisme nord-américain pour imposer son hégémonie sur le monde, pour établir la domination de ses monopoles sur les peuples du tiers monde et pour jouer son rôle de gendarme de l'univers. L'octroi de ressources militaires et financières à l'Etat d'Israël et l'appui politique et diplomatique que lui accorde Washington montrent que la persistance de la crise actuelle et l'extension de l'agression et ses conséquences sont l'objectif poursuivi par le Gouvernement nord-américain afin d'essayer de faire plier la volonté d'indépendance des peuples arabes, de freiner le mouvement de libération dans la région et de s'assurer le contrôle de ses vastes ressources naturelles. C'est dans ce contexte et uniquement dans ce contexte que nous pouvons analyser la situation actuelle au Moyen-Orient.

54. L'impérialisme nord-américain est le bastion de la réaction et de l'agression de par le monde. Chaque fois qu'un peuple se soulève pour affirmer son indépendance et conquérir son droit de forger son destin, l'impérialisme américain lui oppose toutes ses ressources dans un effort stérile pour freiner la marche de l'histoire. Voilà l'ennemi véritable des peuples arabes dans ce conflit. C'est ce même impérialisme qui a déchaîné contre le peuple indochinois la guerre d'agression la plus brutale qui soit. C'est ce même impérialisme qui n'a pas reculé devant l'emploi des méthodes les plus barbares pour faire la guerre au peuple vietnamien, ce même impérialisme qui, en 1950, a attaqué la République populaire démocratique de Corée et qui continue depuis lors ses menées hostiles contre cette république, ce même impérialisme qui organise des complots et des provocations contre les Etats indépendants du tiers monde, ce même impérialisme qui soutient les régimes colonialistes et racistes en Afrique, ce même impérialisme qui pratique une politique d'ingérence, de menace, de subversion contre les peuples d'Amérique latine, ce même impérialisme qui maintient sous sa férule coloniale le peuple de Porto Rico. Voilà pourquoi la lutte pour résoudre la crise du Moyen-Orient ne débouchera sur la victoire que si on l'aborde dans une perspective anti-impérialiste.

55. La cause des peuples arabes et leur lutte pour consolider l'indépendance nationale et résister à l'agression font partie intégrante du processus général d'émancipation des peuples du tiers monde. Cette cause mérite d'avoir l'appui et la solidarité de tous les Etats soucieux de promouvoir la paix et le progrès de l'humanité.

56. Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba réaffirme sa solidarité avec les peuples arabes et déclare à nouveau qu'il est prêt à contribuer aux efforts entrepris pour parvenir à des solutions conformes aux critères que nous n'avons cessé de faire valoir. Nous sommes persuadés que la lutte des peuples arabes, y compris la lutte du peuple palestinien, pour l'indépendance, la justice sociale et le progrès ira en s'accroissant et en s'approfondissant. Nous avons confiance dans la victoire finale des peuples arabes sur les forces de l'impérialisme.

57. M. VINCI (Italie) [*interprétation de l'anglais*] : La situation au Moyen-Orient fait une fois de plus l'objet de

nos délibérations et un observateur de l'extérieur pourrait dire que cette discussion se déroule plus ou moins dans les mêmes conditions que l'an dernier, autrement dit dans le cadre de l'impasse de la mission du représentant spécial du Secrétaire général. Cependant, lorsque nous nous sommes réunis l'an dernier pour examiner la situation au Moyen-Orient, la mission Jarring était depuis très longtemps inactive et l'initiative positive prise par le secrétaire d'Etat Rogers au cours de l'été pour relancer cette mission était sur le point d'échouer. Nous pouvons dire aujourd'hui, compte tenu de l'expérience de l'an passé, que nos débats, plus peut-être que les projets de résolution particuliers présentés ou finalement adoptés, ont aidé à mettre fin à cette impasse en exprimant l'inquiétude de la communauté mondiale et en faisant apparaître son appui très général pour un règlement pacifique fondé sur l'application intégrale de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

58. La mission Jarring a repris et, bien que l'acheminement vers une solution négociée ait été extrêmement lent, nous ne pouvons nier qu'un certain progrès, si faible soit-il, a été réalisé. Grâce à l'habileté, à la ténacité et à la patience de l'ambassadeur Jarring, la position des parties à propos de plusieurs des aspects de la crise s'est précisée, certains points de vue relevant inévitablement de la polémique ont peu à peu été abandonnés, ce qui a constitué le point de départ d'une évolution nouvelle et positive. Dans son rapport du 5 mars 1971<sup>1</sup> par exemple, le Secrétaire général notait avec satisfaction la réponse donnée le 15 février par l'Egypte à l'ambassadeur Jarring, dans laquelle il était précisé entre autres choses que l'Egypte serait prête à signer un accord de paix avec Israël. Les rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale ont expliqué pourquoi les efforts de l'ambassadeur Jarring se sont une fois encore trouvés dans l'impasse.

59. Dans ces conditions, il appartient à l'Assemblée générale de porter son attention sur le Moyen-Orient pour relancer le processus de règlement pacifique du conflit. En fait, s'il est vrai que la situation ne s'est pas détériorée et que les canons se sont tus, elle continue, comme le déclarait hier mon ministre des affaires étrangères, Aldo Moro, de constituer une cause d'appréhension justifiée, notamment à la suite des plus récents événements. De plus, l'inactivité persistante de la mission Jarring et la suspension d'autres initiatives constructives pourraient faire reculer les efforts de paix et le seul résultat en serait une reprise des hostilités. En d'autres termes, le choix auquel nous devons faire face d'ici quelques semaines est celui-ci : négociations ou nouvel affrontement. Face à ce choix, la responsabilité de l'Assemblée générale est fort claire. Nous devons parvenir à une décision qui permettra aux parties de reprendre sans délai leurs pourparlers indirects.

60. A ce sujet, je tiens à réaffirmer la position de mon gouvernement. A diverses reprises, l'Italie a déclaré que la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité constituait une base concrète et suffisante de règlement politique et de paix juste et durable. C'est pourquoi l'Italie a toujours préconisé la mise en oeuvre de toutes les dispositions de cette résolution, car elle est constructive, bien équilibrée et

<sup>1</sup> Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, Supplément de janvier, février et mars 1971*, document S/10070/Add.2.

contient tous les éléments essentiels à l'établissement de la paix. C'est ainsi que mon pays a appuyé pleinement et sans réserve aucune la mission de l'ambassadeur Jarring. A nos yeux, les efforts de l'ambassadeur et toutes les initiatives qu'il a prises jusqu'à présent sont conformes à la tâche qui lui a été confiée.

61. En outre, nous estimons que les parties devraient coopérer en toute bonne foi avec l'ambassadeur Jarring pour répondre à toutes ses initiatives. Il y a certainement dans l'Assemblée un sentiment très généralement répandu selon lequel une réponse directe d'Israël à l'aide-mémoire de M. Jarring du 8 février 1971 [A/8541, annexe I], correspondant à la réponse contenue dans le mémorandum de la Commission de chefs d'Etat africains de l'Organisation de l'unité africaine<sup>2</sup>, contribuerait de façon décisive à la reprise des négociations par l'entremise du représentant spécial du Secrétaire général.

62. Deux initiatives récentes sont venues renforcer notre sentiment que la mise en oeuvre de la résolution 242 (1967) et la mission Jarring méritent notre appui le plus total. L'une de ces initiatives est celle prise par le Gouvernement des Etats-Unis, visant à un accord temporaire qui pourrait conduire à la réouverture du canal de Suez et constituerait le premier pas vers un règlement complet du différend, conformément à la résolution 242 (1967). Pour l'instant, cette initiative a été laissée de côté, mais on nous a dit que les parties intéressées étaient toujours disposées à rechercher un tel accord. Espérons qu'il en est bien ainsi et que l'Egypte et Israël reprendront leurs efforts pour arriver à cette solution partielle.

63. La seconde initiative a une incidence plus directe sur nos délibérations. Je veux parler des enquêtes et des conclusions de la Commission de chefs d'Etat africains qui ont contacté les parties au nom de l'Organisation de l'unité africaine. Je rends hommage aux membres de cette commission pour leur profonde compréhension des positions respectives des parties et des causes profondes du différend, pour leur esprit d'impartialité, leur modération et la façon dont ils sont parvenus à élaborer un document qui représente la contribution la plus importante fournie par un groupe d'Etats en vue du rétablissement de la paix au Moyen-Orient.

64. Le rapport de cette commission reflète un sens de responsabilité politique et, à notre avis, nous devrions, dans nos délibérations, tenir dûment compte de ses conclusions, puisqu'elles ont été acceptées par l'Egypte et par Israël.

65. Comme l'a indiqué le Ministre des affaires étrangères du Sénégal dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée [2002ème séance], l'enquête menée par la Commission de chefs d'Etat africains a montré que les parties étaient d'accord pour reconnaître la nécessité de reprendre des négociations indirectes sous les auspices de l'ambassadeur Jarring afin d'arriver à un accord de paix. De plus, les travaux de cette commission ont fait ressortir que la résolution 242 (1967) reste la seule base de négociations fructueuses.

66. A notre avis, ce que l'Assemblée générale peut et doit faire, dans un esprit constructif, à ce stade délicat, c'est — et c'est impératif — de demander instamment aux parties d'accepter une recommandation qui recueillerait l'appui de la presque totalité des Etats Membres, recommandation qui prierait instamment les parties de reprendre immédiatement les négociations indirectes sous les auspices de l'ambassadeur Jarring. C'est un objectif qui peut être atteint, surtout si nous évitons toute disposition qui pourrait rompre l'équilibre des principes énoncés dans la résolution 242 (1967).

67. Nous savons que cette longue période de plus de 20 ans d'affrontements a créé d'énormes obstacles psychologiques. En conséquence, nous comprenons les raisons pour lesquelles le progrès vers un accord a été si lent. Cependant, il est de notre devoir de demander instamment aux parties de faire des efforts décisifs pour surmonter ces obstacles. Le temps ne profite à personne; les populations directement affectées par la crise attendent la paix avec impatience; elles doivent consacrer leurs énergies et leurs ressources à l'amélioration de leurs conditions économiques et sociales, et mettre fin aux misères et aux souffrances des centaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées.

68. Nous savons que les peuples du Moyen-Orient veulent la paix pour se libérer du fardeau d'une course aux armements qui n'améliore pas leur sécurité et qui entrave leur progrès social et économique. Nous savons que, comme nous-mêmes, ils sont convaincus que la guerre ne remplace pas la négociation.

69. En conséquence, nous devons lancer un appel aux gouvernements intéressés pour leur demander de reprendre le plus rapidement possible, sur une base constructive, les conversations qui conduiront à un règlement juste et pacifique.

70. C'est compte tenu de toutes ces considérations que la délégation italienne définira sa position sur les projets de résolution qui ont été ou qui seront soumis à l'Assemblée générale.

71. M. DRISS (Tunisie) : Comme chaque année, depuis plus de deux décennies, nous venons à cette tribune des lamentations dire notre indignation et notre chagrin devant le sort qui a été réservé, par le verbe et par le feu, à tout un peuple — le peuple palestinien — qui vit depuis lors sous la domination ou dans les camps dans les conditions que l'on connaît ou que l'on imagine.

72. Comme à chaque session de l'Assemblée générale et depuis quatre ans, nous venons évoquer la situation au Moyen-Orient, dénoncer l'acquisition des territoires par la force armée et réclamer l'évacuation de tous les territoires conquis par Israël durant la guerre du 5 juin 1967.

73. Comme chaque année, les arguments de ceux qui défendent le droit et la justice se heurtent aux allégations des conquérants qui s'accrochent avec entêtement à leurs conquêtes.

74. Comme chaque année, Israël parle de paix, mais obstrue la voie qui mène à la paix. Israël parle de justice et commet les pires des iniquités.

<sup>2</sup> Ibid., Supplément d'octobre, novembre et décembre 1971, document S/10438.

75. Qui donc aurait cru, en 1947, que les armées d'Israël se trouveraient 20 ans plus tard sur les bords du canal de Suez et sur les hauteurs du Golan ? Qui donc aurait pensé que Jérusalem serait occupée, dénaturée, défigurée par les Israéliens ? Qui donc aurait cru, en 1967, qu'en 1971 on en serait encore à parler de la restitution des territoires arabes occupés ?

76. La série de cartes jointes au discours de M. Riad, premier ministre adjoint et ministre des affaires étrangères de la République arabe d'Égypte [1999<sup>ème</sup> séance], est certes édifiante. Hélas ! les preuves, les arguments sont perdus dans l'éloquence de M. Eban. Il est aisé d'accuser les Arabes, de leur reprocher leur irréalisme, leur esprit belliqueux, voire leurs divisions, leur désarroi. Mais la vérité vraie est ailleurs. Les sionistes ont créé, par la violence, une situation en Palestine qui a provoqué les malheurs du peuple palestinien. Ils ne se sont pas contentés d'installer un foyer qui aurait été pour les Juifs du monde ce qu'est le Vatican pour les catholiques. Ils ont installé un Etat expansionniste, source d'instabilité, de haine et de guerres périodiques au Moyen-Orient.

77. Qui donc peut réfuter le fait qu'avant 1947 il n'y avait pas un Etat nommé Israël au Moyen-Orient ? Qui donc peut réfuter le fait que cet Etat a été créé par les sionistes, organisés en bandes armées, l'Irgoun, le Stern, la Haganah, de sinistre renommée ? Qui donc peut réfuter le fait que les premiers coups de feu qui ont été tirés le 5 juin 1967 l'ont été par l'armée israélienne ? Grisés par leurs victoires et leur force, encouragés par certains appuis de l'extérieur, les Israéliens s'installent dans la puissance éphémère. Plus le temps passe, plus la confusion est dissipée. Où est donc la sympathie qui, en Europe et en Amérique, entourait les Israéliens à l'époque de la naissance de leur Etat et qui avait porté des pays Membres de l'ONU à leur accorder appui et préjugé favorable, malgré les mises en garde des Arabes ? Les amis inconditionnels d'Israël se font de plus en plus rares dans le monde. Les votes à l'ONU sont, à cet égard, assez éloquentes. Seuls, certains intérêts lui conservent encore certains appuis. Est-ce à dire qu'aux yeux d'Israël l'opinion internationale importe peu ? Ne se rendent-ils pas compte que c'est une grave erreur que de compter sur la force ? Les espoirs nés de la résolution 242 (1967) se sont évanouis ou presque. Quel en est le motif profond ? N'est-ce pas simplement parce qu'il s'agit, en fait, d'un marché de dupes ?

78. Peut-on résoudre réellement le problème du Moyen-Orient sans en considérer tous les aspects ? Cela nous semble difficile sinon impossible, non qu'on ne puisse pas arriver à des solutions partielles, comme par exemple l'ouverture du canal de Suez, mais toute solution partielle est aléatoire et risque elle-même d'être la source de nouvelles complications. Il s'agit donc d'aboutir à une solution d'ensemble qui définirait la place et le rôle de toutes les parties intéressées dans la région.

79. La résolution 242 (1967) a malheureusement "escamoté" le problème palestinien qui est le problème fondamental sur lequel sont venus se greffer d'autres problèmes également importants. Et comme on ne peut escamoter le destin d'un peuple, il nous semble que la résolution 242 (1967) restera inopérante. Considérer le peuple palestinien comme un ensemble de réfugiés qui

doivent vivre dans le déchirement et le dénuement et dépendre de la charité internationale est inacceptable. Pourtant cela dure depuis plus de 20 ans.

80. Mais, depuis plus de 20 ans, les conflits se succèdent au Moyen-Orient, aggravant la situation dans le monde et plus particulièrement en Méditerranée où les flottes des grandes puissances se croisent, sous l'oeil effrayé des pays riverains et à la grande satisfaction d'Israël qui en profite pleinement pour asseoir sa domination et étendre son territoire.

81. Jusqu'où Israël ira-t-il dans ses prétentions ? Jusqu'à l'Euphrate et au Nil pour réaliser le rêve des promoteurs de l'Etat sioniste ? Les cartes qui nous ont été fournies par M. Riad doivent nous donner à réfléchir. Pour tout homme honnête et avisé, elles dévoilent les desseins expansionnistes d'Israël et expliquent les craintes combien légitimes des Arabes quant à leur avenir. Peut-on honnêtement attendre des Arabes qu'ils se résignent quand leur liberté, leur dignité et jusqu'à leur souveraineté sont bafouées et continuellement menacées ? Pour les Etats arabes victimes de l'agression et de l'occupation, il convient, comme l'a récemment déclaré le président Bourguiba, de coordonner leurs efforts pour être en mesure de récupérer leurs territoires et d'imposer la paix.

82. Quant aux Palestiniens, ils luttent et lutteront jusqu'au jour où ils seront rétablis dans leurs droits et reprendront la place qui leur est due dans la communauté internationale.

83. M. Eban a déclaré dans son discours du 6 décembre :

"S'il y a une chose que les membres de l'Assemblée générale doivent à Israël, c'est d'essayer de comprendre sa politique telle qu'il la conçoit." [2000<sup>ème</sup> séance, par. 74.]

84. Je trouve cette déclaration pour le moins étrange, c'est une insulte à notre intelligence. Nous ne sommes pas crédules à ce point car, si nous devons être crédules comme nous y invite M. Eban, qui faudrait-il croire parmi les dirigeants israéliens qui ne cessent d'inonder le monde de déclarations dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont déroutantes parce que pleines de contradictions ? Et puis, si l'on devait prendre M. Eban au mot, il devrait être le premier à ne pas interpréter par exemple la réponse de l'Égypte à l'aide-mémoire de M. Jarring, du 8 février 1971 [A/8541, annexe I].

85. Pourtant cette réponse, qui est d'une clarté évidente et qui a été considérée par tous comme positive, M. Eban a trouvé le moyen de l'interpréter en prétendant contre toute logique qu'elle comporte des conditions préalables. Est-ce vraiment un préalable que de demander qu'un accord sur le canal de Suez fasse partie d'un règlement global tel qu'il est préconisé par la résolution 242 (1967) ?

86. Comme le prouve le rapport du Secrétaire général, la réponse de l'Égypte a été positive et digne d'un pays respectueux des principes de la Charte et des résolutions de l'Organisation, alors qu'Israël, toujours selon le rapport,

"... n'a pas répondu à ce jour à la requête de M. Jarring qui lui demandait de s'engager au sujet d'un retrait sur la



frontière internationale de la République arabe unie” [A/8541, par. 21].

87. Au lieu de répondre à M. Jarring, Israël a usé de subterfuges qui n'ont trompé personne.

88. Il n'est pas dans mon intention de répondre à la place de qui de droit aux arguments de M. Eban. Je me bornerai à dire que si l'on s'en tenait à ses propres déclarations, on se trouverait désorienté. Ces déclarations ne changent en rien la position qu'Israël a adoptée depuis le conflit du 5 juin et ne permettent pas le déblocage de la négociation Jarring. Prises à la lettre, comme le suggère M. Eban lui-même, elles signifient purement et simplement qu'Israël ne veut pas renoncer à son intransigeance.

89. Comme nous l'a déclaré le Ministre des affaires étrangères du Sénégal, M. Gaye, au cours de son intervention du 7 décembre 1971 [2002ème séance], les messagers africains de la paix ont pu tirer l'impression que la reprise de la mission Jarring serait possible si Israël notifiait au Secrétaire général que son intention n'est pas d'annexer des territoires arabes.

90. Qu'est-ce qui empêcherait Israël de répondre à l'aide-mémoire de M. Jarring sinon son désir de prolonger la crise, de retarder l'heure de l'évacuation, et d'user d'intransigeance dans le seul but d'imposer aux Arabes ses propres conditions ? Israël considère l'aide-mémoire de M. Jarring comme un simple document de travail qui ne mérite pas de réponse. Les réponses israéliennes au mémorandum des sages africains ne diffèrent guère des déclarations publiques des responsables israéliens. Pourtant le mémorandum africain n'est certes pas un simple document de travail.

91. Si la communauté internationale se doit d'encourager l'initiative africaine qui prouve le désir de l'Afrique entière — et mon pays tout comme l'Egypte est un pays africain, que M. Eban et d'autres le veuillent ou non —, c'est parce que les sages visent par cette initiative à renforcer les efforts du Secrétaire général et de M. Jarring à qui nous rendons un vibrant hommage pour leurs efforts inlassables en faveur de la justice et de la paix. Les sages africains ont entrepris une mission historique de paix qui aura de grandes répercussions, qu'elle réussisse dans l'immédiat ou qu'elle rencontre, comme la mission Jarring, des difficultés. Qui donc a soufflé à M. Eban que l'on cherche à éluder maintenant les leçons très nettes d'une initiative de paix venue du cœur de l'Afrique et de la conscience du continent africain ? Qu'on ne cherche pas à diviser les Africains. Ils sont, malgré les divergences qui peuvent parfois les séparer, capables de solidarité et de grands sursauts contre l'injustice. Qu'on y prenne garde, les Africains n'aiment pas que leur bonne foi soit trompée.

92. M. Eban évoque dans son discours la dégradation du climat régional par la multiplication des menaces et la fixation de dates pour la reprise des hostilités.

93. Je parle au nom d'un pays qui a connu la guerre et a horreur de la guerre. Les appels du président Bourguiba pour la paix sont universellement connus. Personne ne peut reprocher à la Tunisie des humeurs ou des velléités belliqueuses. Mais la Tunisie et son président sont fermement attachés aux principes de la Charte.

94. C'est pourquoi, tout en sachant qui est réellement responsable de la détérioration du climat régional, nous ne pouvons que comprendre les cris d'angoisse et de fureur de ceux qui voient leurs territoires occupés et qui, dans l'impasse où se trouvent toutes les initiatives de paix, sont acculés à envisager tous les moyens pour recouvrer leurs droits.

95. M. Eban prétend par ailleurs que le Moyen-Orient est aujourd'hui bouleversé en grande partie parce que les gouvernements arabes n'ont jamais compris véritablement l'objectif et l'identité d'Israël. En est-il bien sûr ? L'identité d'Israël, n'est-ce pas d'être un Etat exclusivement juif ? L'objectif d'Israël n'est-il pas de s'étendre de plus en plus pour contenir tous les Juifs du monde ?

96. Cela se réalise progressivement, implacablement, au détriment des Arabes, des Arabes de Palestine d'abord puis des Arabes de Syrie, de Jordanie et d'Egypte.

97. Israël comprend-il réellement les Arabes, leurs identités et leurs objectifs ? Voilà la vraie question.

98. Israël porte en lui ses contradictions et ses faiblesses. La puissance ne saurait durer éternellement. Israël, de conquête en conquête, entend se donner des frontières qu'il veut sûres et défendables. Cependant, sans le consentement des Arabes, ses voisins, il ne peut rien réaliser au Moyen-Orient en dehors de la guerre et de la répression, il ne peut rien semer que la haine.

99. Pour notre part, nous formons des vœux pour que la mission des sages, appuyée par nos débats et la résolution que nous adopterons, permette de briser le cercle infernal des conflits et de la haine, et de nous rapprocher de la justice et de la paix pour lesquelles aucun effort ne doit être épargné.

100. M. ROSSIDES (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Une autre année s'est écoulée à la recherche d'un règlement pacifique au Moyen-Orient sans qu'aucun indice nous permette de penser que l'on se rapproche du succès. D'énormes sommes d'argent, des richesses considérables sont déversées dans cette région, non pas pour alléger les souffrances humaines, non pas pour favoriser et établir la paix, mais bien plutôt pour construire des engins de guerre de plus en plus menaçants dans une escalade locale de la course aux armements. Les dangers de cette course aux armements dans l'atmosphère passionnée du Moyen-Orient sont beaucoup plus grands qu'ils pourraient l'être ailleurs ; le caractère explosif de la situation va toujours croissant en raison de ce climat passionné, à mesure que le temps passe sans perspective de solution et avec l'aggravation continue du sort des réfugiés et la détérioration de la situation générale dans la région.

101. A notre époque, on ne saurait résoudre les problèmes qu'en respectant strictement les principes de la Charte, non pas en essayant de les tourner. Il y a un an, l'Assemblée générale a adopté une résolution sans équivoque — la résolution 2628 (XXV) — réaffirmant les principes d'un règlement pacifique dans la région. Cette résolution précisait nettement, comme le faisait la résolution fondamentale 242 (1967) du Conseil de sécurité, que l'acquisition de territoires par la force est inadmissible et que les territoires

ainsi acquis doivent être restitués. Elle réaffirmait les deux prémisses sur lesquelles la paix au Moyen-Orient doit reposer. La première était :

“Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit”;

Et la seconde était :

“Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force”.

102. L'Assemblée générale demandait instamment l'application rapide de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et priait les parties de reprendre leurs contacts avec le représentant spécial du Secrétaire général afin de lui permettre de s'acquitter le plus rapidement possible de son mandat pour appliquer cette dernière résolution au complet.

103. Il est intéressant de voir ce qui a suivi immédiatement l'adoption de la résolution de l'Assemblée. Les discussions qui sont alors intervenues entre M. Jarring et les parties intéressées ont abouti à un tournant délicat lorsque M. Jarring, dans son aide-mémoire du 8 février 1971, a demandé aux représentants de l'Egypte et d'Israël respectivement de prendre certains engagements parallèles et simultanés, sur la base de la résolution du Conseil de sécurité, engagements qui seraient pris à titre réciproque et :

“... sous réserve que l'on parvienne à une solution satisfaisante concernant tous les autres aspects d'un règlement de paix, y compris... un juste règlement du problème des réfugiés” [A/8541, annexe I].

104. L'engagement exigé d'Israël devait être le retrait de ses forces du territoire égyptien occupé jusqu'à l'ancienne frontière internationale entre l'Egypte et la Palestine sous mandat britannique.

105. L'engagement correspondant exigé de l'Egypte était de conclure un accord de paix avec Israël et d'y préciser les divers engagements et les diverses reconnaissances découlant directement ou indirectement du paragraphe 1, ii, de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

106. Ces engagements que demandait M. Jarring correspondent à l'application exigée des deux parties des principes pertinents énoncés dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Comme il ressort du rapport du Secrétaire général [A/8541], la réponse de l'Egypte, contenue dans son aide-mémoire du 15 février 1971 [*ibid.*, annexe II], acceptait tous les engagements précis qui lui étaient demandés, ainsi que tous les autres engagements découlant directement ou indirectement de la résolution du Conseil de sécurité. La réponse d'Israël, d'autre part, contenue dans son aide-mémoire du 26 février 1971 [*ibid.*, annexe III], était en fait un refus de reprendre l'engagement correspondant qui lui était demandé, à savoir le retrait de ses forces jusqu'aux lignes d'avant le 5 juin 1967. C'est

ce qui a entraîné une impasse et qui explique pourquoi les différents engagements pris par l'Egypte sont restés *ipso facto* sans effet.

107. Il convient peut-être de rappeler, à ce propos, que dans toutes les discussions sur le Moyen-Orient qui ont eu lieu depuis 20 ans Israël n'a cessé d'exiger de façon pressante que l'on mette fin à l'état de belligérance, que ses voisins arabes reconnaissent explicitement son existence en tant qu'Etat souverain, que l'on aboutisse à la conclusion d'un accord de paix ayant force obligatoire en tenant compte des engagements pris à titre réciproque, et que l'on ne se borne pas à un simple armistice. Il semble donc ironique, alors que pour la première fois Israël a la possibilité d'obtenir satisfaction sur cette exigence fondamentale, légitime et importante, comme le prouve l'attitude des Arabes qui sont prêts à prendre les engagements qui s'imposent conformément à la demande de M. Jarring, qu'Israël semble rejeter cette occasion de mettre fin à l'état de belligérance dans les conditions mêmes qu'il envisageait depuis des années.

108. Ce renversement de politique est dû à la réticence d'Israël de prendre l'engagement correspondant qui lui est demandé, à savoir le retrait de ses forces des territoires arabes occupés. Ce faisant, Israël demande aux Etats arabes d'accepter moins que ce qui a été reconnu par le Conseil de sécurité comme leur appartenant légitimement. Il leur demande d'oublier le principe de l'illégalité et de l'inadmissibilité de l'acquisition du territoire d'un Etat par un autre, par l'emploi de la force, en violation de la Charte, principe qui a été réaffirmé récemment et souligné dans la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale [résolution 2734 (XXV)], adoptée à la quasi-unanimité par l'Assemblée générale. Il semblerait peu réaliste d'attendre des Etats arabes qu'ils consentent à une telle proposition.

109. Faire intervenir de telles revendications territoriales dans les négociations pour l'application de la résolution du Conseil de sécurité revient, en fait, à refuser de faire la paix, au prix de la sécurité véritable d'Israël même. Il semble, en réalité, beaucoup plus sûr pour Israël d'accepter un règlement de paix sur des frontières reconnues qui seraient garanties, non pas par une extension de territoires, mais par des zones démilitarisées de paix et des forces internationales, frontières qui, en outre, seraient garanties par le Conseil de sécurité et les grandes puissances, que d'annexer par la force et de maintenir les territoires d'Etats voisins dans un état constant de belligérance et de guerre, situation aggravée du fait qu'Israël continue d'occuper ces territoires.

110. La nécessité du retrait des territoires occupés, outre le rôle qu'elle joue pour nous aider à progresser vers une solution pratique et vers la paix, est une obligation qui incombe à Israël en vertu de la Charte et de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

111. Israël, dans sa réponse à l'ambassadeur Jarring, a proposé d'entamer les négociations sans aucune condition préalable, ce qui est en contradiction avec l'affirmation d'Israël contenue dans le même document selon laquelle Israël ne se retirera pas aux frontières antérieures au 5 juin 1967, ce qui revient à imposer ses propres conditions préalables aux négociations. L'aide-mémoire de l'ambassadeur Jarring ne pose pas de conditions préalables, mais

demande aux deux parties de prendre des engagements comme l'exige la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité et notamment les principes énoncés dans le préambule et le paragraphe 1 de cette résolution.

112. Etant donné que le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre est énoncé et souligné dans le corps même de la résolution, il est oiseux de suggérer que la demande adressée à Israël de retirer ses forces ne pourrait s'appliquer qu'à une partie des territoires occupés. Le sens du paragraphe pertinent est clair et sans ambiguïté. Le paragraphe premier parle du retrait des territoires occupés comme étant l'application du principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre. Ce principe ainsi énoncé dans la résolution ne saurait être respecté ou appliqué si le retrait ne s'effectue que dans une partie des territoires occupés. Le retrait s'entend nécessairement de tous les territoires. Peu importe donc que le mot "tous" figure ou non dans la résolution. En fait, l'utilisation du mot "tous" semblerait une redite dans le contexte de cette résolution. En effet, sur quel critère se fonde-t-on pour justifier le retrait ? Le critère du retrait d'un territoire occupé est fonction du fait que l'on sait si le territoire a été occupé à la suite d'une guerre ou pas. Par conséquent, lorsqu'un territoire a été occupé à la suite d'une guerre, l'idée du retrait des troupes d'occupation est nécessairement sous-entendue. Cela est encore plus évident lorsque nous considérons l'impossibilité pour une résolution de traiter explicitement dans son texte du retrait d'une partie des territoires occupés alors que le retrait stipulé dans cette résolution est une application du principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre. Il va sans dire que si quelque chose apparaît logiquement inacceptable parce que constituant une contradiction en soi lorsque le document le mentionne de façon explicite, cela apparaît *a fortiori* inacceptable lorsque la mention n'en est qu'implicite.

113. La nécessité de suivre la seule voie libre qui conduise à la paix en appliquant la résolution du Conseil de sécurité dans son contenu et conformément à la Charte devrait être la principale préoccupation des parties au conflit et de la communauté internationale dans son ensemble. Nous n'oublions pas le souci qu'a Israël de sa sécurité. Nous comprenons cette préoccupation. Mais utiliser l'argument de la sécurité pour retenir des territoires occupés par la guerre est indéfendable en principe et constitue une politique peu réaliste. Il est indéfendable en principe parce que, ainsi que l'a fait remarquer fort justement le Ministre des affaires étrangères du Sénégal, M. Gaye, "... d'un côté comme de l'autre, l'on ne peut pas songer, à bien y réfléchir, à s'attribuer le droit, au nom des impératifs de sa défense, de s'emparer des territoires relevant de la souveraineté d'un autre Etat" [2002ème séance, par. 14]. En tant que politique, il est également peu réaliste, surtout à notre époque nucléaire actuelle, de rechercher à assurer sa sécurité en annexant par la force le territoire d'un autre Etat, mais il est inutile de s'attarder sur cette question.

114. Nous comprenons les dilemmes en face desquels se trouvent ceux à qui incombe la responsabilité d'assurer la sécurité d'un Etat. Ils sont réels et nous ne négligeons pas le moins du monde l'influence importante qu'ont les problèmes internes et autres facteurs sur la façon dont la politique étrangère d'un Etat prend forme. Pourtant, les

conséquences d'un échec des négociations de paix entreprises en vertu de la résolution du Conseil de sécurité seraient graves. Elles auraient pour résultat inévitable une guerre plus dévastatrice dont les répercussions dans le domaine de l'escalade et de l'importance du conflit seraient incalculables et pourraient bien être tragiques pour tous. Personne, ni les amis d'Israël, ni les autres pays concernés, ni les peuples épris de paix de la région et du monde ne verraient une preuve de sagesse dans le fait regrettable de s'écarter de la route qui conduit à une solution pacifique du conflit grâce à l'application de la résolution 242 (1967) à laquelle l'ambassadeur Jarring a voué ses efforts patients et inlassables.

115. Ma délégation se joint à l'appel lancé par le Ministre des affaires étrangères du Sénégal, qui a exposé la position du Comité de l'Organisation de l'unité africaine à l'égard du problème du Moyen-Orient pour qu'on reprenne les négociations par l'intermédiaire de la mission de l'ambassadeur Jarring sur la base de la mise en oeuvre, par les deux parties, de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Et nous joignons notre voix à celle de la communauté internationale pour que la paix règne dans la région.

116. Nous vivons à une époque extrêmement troublée, au milieu des désordres nationaux et internationaux, voire de l'anarchie en beaucoup d'endroits. La guerre est devenue endémique avec tout son cortège de souffrances humaines et d'angoisses épuisantes. Pourtant, il y a un indice d'espoir, celui d'une conscience mondiale qui se révèle et se développe de plus en plus pour que règne la paix dans le monde, une conscience mondiale qui se dresse contre les haines qu'engendre la guerre et les divisions qu'entraîne la puissance. Cette conscience s'exprime de plus en plus au sein de notre vénérable assemblée. Nous espérons de toutes nos forces qu'elle s'affirmera sur tous les problèmes, y compris celui du Moyen-Orient.

117. M. WALDRON-RAMSEY (Barbade) [*interprétation de l'anglais*] : Je suis venu à la tribune pour présenter le projet de résolution déposé au nom de ma délégation, la délégation du royaume de la Barbade. Ce projet de résolution porte la cote A/L.651.

118. Si nous nous sommes sentis obligés de présenter un projet de résolution sur cette question du Moyen-Orient que l'on reconnaît ne pas pouvoir régler, c'est en raison, essentiellement, de deux considérations principales. Tout d'abord, en tant que très ferme défenseur de la paix et du règlement pacifique des différends, nous estimons que tout effort en vue de trouver une solution au problème du Moyen-Orient par des moyens pacifiques mérite certainement d'être fait et tenté.

119. Nous nous sommes aussi sentis contraints de présenter ce projet de résolution parce que, à notre avis, la question des négociations menées par le représentant spécial du Secrétaire général a atteint une impasse très dangereuse, de telle sorte que le point crucial auquel doit faire face l'Assemblée est de savoir comment résoudre cette difficulté, comment sortir les négociations de cette impasse.

120. Un certain nombre de délégations qui ont pris part à la discussion générale ont parlé des droits et des torts des deux parties. Ma délégation est ici simplement pour

présenter ce projet de résolution et traiter donc des aspects de la procédure de la question; nous préférons ne pas entrer dans la longue argumentation présentée par les protagonistes, de part et d'autre. Et puis aussi, nous sommes principalement et, en fait, uniquement intéressés par la reprise des négociations par le représentant spécial du Secrétaire général, conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Par conséquent, si nous parvenons, grâce à nos efforts, ici, à fixer les modalités qui permettraient au représentant spécial du Secrétaire général de retourner à la table des négociations indirectes ou directes, je crois alors que nos efforts auront été couronnés de succès.

121. Quelles sont les idées principales du projet de résolution de la Barbade? Qu'est-ce qui a poussé la délégation de la Barbade à présenter le projet de résolution qui porte son nom? Il ressort d'une lecture même superficielle du texte que le projet repose exclusivement sur les recommandations de la Commission de chefs d'Etat africains de l'Organisation de l'unité africaine, qui, conformément à la résolution pertinente de l'Organisation de l'unité africaine, s'est rendue au Moyen-Orient pour avoir une discussion avec les participants, notamment en vue d'obtenir que la mission Jarring reprenne les pourparlers à la table de conférence. C'est pourquoi vous constatez, dans notre projet de résolution, que nous exprimons notre reconnaissance pour les efforts déployés par le représentant spécial du Secrétaire général pour aboutir à un accord de paix entre les parties conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Nous nous félicitons aussi, dans le préambule du projet de résolution, des efforts déployés par la Commission de chefs d'Etat africains.

122. Les chefs d'Etat africains ont soumis aux deux parties — à savoir au Premier Ministre d'Israël et au Président de la République arabe d'Egypte — six recommandations principales. Je possède le document, signé par neuf de ces chefs d'Etat africains, qui contient ces recommandations principales qui ont été soumises au Premier Ministre d'Israël et au Président de la République arabe d'Egypte. Il a été signé par M. Moktar Ould Daddah, actuel président de l'Organisation de l'unité africaine, président de la République islamique de Mauritanie; Haïlé Sélassié Ier, empereur d'Ethiopie; Léopold Sédar Senghor, président de la Sous-Commission de l'OUA, président de la République du Sénégal; El Hadj Ahmadou Ahidjo, président de la République fédérale du Cameroun; le général Joseph Désiré Mobutu, président de la République du Zaïre; le général Yakubu Gowon, chef du Gouvernement militaire fédéral, commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigéria; William Tolbert, président de la République du Libéria; pour Jomo Kenyatta, président de la République du Kenya et, par délégation, Arap Moi, vice-président; pour Félix Houphouët-Boigny, président de la République de la Côte d'Ivoire et, par délégation, Arsène Assouan Usher, ministre des affaires étrangères; Julius Nyerere, président de la République-Unie de Tanzanie, n'ayant pu être présent n'a pas signé le document.

123. Ainsi donc, les propositions transmises à ces deux gouvernements, le Gouvernement égyptien et le Gouvernement israélien, étaient les propositions de la Commission de chefs d'Etat africains, créée par l'Organisation de l'unité africaine. Quelles sont ces propositions? Je vais citer le

document en question simplement pour prouver que les recommandations qui figurent dans notre document sont valables. Au paragraphe 13 de la lettre transmise par ces 10 présidents à l'Egypte et à Israël, nous lisons :

“En raison des positions respectives, telles que les rapporte le Sous-Comité des Quatre” — il s'agissait d'un sous-comité de la Commission des Dix — “... la Commission des Dix de l'Organisation de l'unité africaine soumet à l'examen des deux parties les propositions suivantes :

“1) Acceptation, par les deux parties, de reprendre les négociations indirectes sous les auspices de M. Jarring et dans le cadre de la résolution 242 (1967), pour aboutir à un accord de paix;

“2) Acceptation, par les deux parties, de la conclusion d'un accord intérimaire pour l'ouverture du canal de Suez et le stationnement, sur la rive orientale du canal, de forces des Nations Unies, entre les lignes égyptienne et israélienne;

“3) Acceptation, par les deux parties, que “des frontières sûres et reconnues” soient définies dans l'accord de paix;

“4) Acceptation, par les deux parties, qu'une solution aux problèmes de sécurité soit trouvée :

“a) Dans le cadre de la garantie de l'Organisation des Nations Unies;

“b) Par la création de zones démilitarisées;

“c) Par la présence de forces internationales en certains points stratégiques;

“5) Acceptation, par les deux parties, que les conditions de retrait des territoires occupés soient énoncées dans l'accord de paix;

“6) Acceptation, par les deux parties, pour garantir la liberté de navigation de tous les navires dans le détroit de Tiran, du stationnement de forces internationales à Charm El-Cheikh.”

124. Voilà les six recommandations que la Commission de chefs d'Etat africains de l'Organisation de l'unité africaine — 10 illustres présidents — a soumises aux deux gouvernements. Le paragraphe 14 de ce mémorandum dit :

“Les chefs d'Etat membres de la Commission de l'OUA pensent que ces suggestions concilient les éléments fondamentaux des positions respectives des deux parties.”

Au paragraphe 16, qui forme la conclusion de ce mémorandum, nous lisons ce qui suit :

“Ils prient instamment le Président de la République arabe d'Egypte et le Premier Ministre de l'Etat d'Israël d'accepter ces suggestions et, par là, de permettre la reprise des négociations Jarring et l'établissement, dans la région, d'une paix juste qu'ils souhaitent durable, comme elle doit l'être entre frères.”

Ensuite, comme je l'ai dit, on trouve les signatures des neuf chefs d'Etat que j'ai mentionnés.



125. Au paragraphe 1 du dispositif de mon projet de résolution [A/L.651], on retrouve l'énumération de ces six propositions ou recommandations faites par les présidents africains aux Gouvernements de l'Egypte et d'Israël. Donc, le paragraphe 1 du dispositif se lit comme suit :

*“Exprime son appui aux propositions ci-après que la Commission de chefs d'Etat africains de l'Organisation de l'unité africaine a soumises à l'examen des parties :*

*“a) Acceptation, par les deux parties, de reprendre les négociations indirectes sous les auspices de M. Jarring, représentant spécial du Secrétaire général, et dans le cadre de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, pour aboutir à un accord de paix;*

*“b) Acceptation, par les deux parties, de la conclusion d'un accord intérimaire pour l'ouverture du canal de Suez et le stationnement, sur la rive orientale du canal, de forces des Nations Unies, entre les lignes égyptienne et israélienne;*

*“c) Acceptation, par les deux parties, que les “frontières sûres et reconnues” soient définies dans l'accord de paix;*

*“d) Acceptation, par les deux parties, que la solution des problèmes de sécurité qui se posent soit trouvée :*

*“i) Dans le cadre de la garantie de l'Organisation des Nations Unies,*

*“ii) Dans la création de zones démilitarisées,*

*“iii) Dans la présence de forces internationales en certains points stratégiques;*

*“e) Acceptation, par les deux parties, que les conditions de retrait des territoires occupés soient énoncées dans l'accord de paix;*

*“f) Acceptation, par les deux parties, pour garantir la liberté de navigation de tous les navires dans le détroit de Tiran, du stationnement de forces internationales à Charm El-Cheikh”.*

126. Le paragraphe 2 du dispositif se lit comme suit : *“Prend acte de la réponse des parties aux propositions susmentionnées”.* A ce propos, il est entendu, pour la délégation de la Barbade, que les Gouvernements et de l'Egypte et d'Israël ont répondu favorablement aux recommandations faites par les présidents africains.

127. Le paragraphe 3 du dispositif demande au Secrétaire général — et il s'agit d'un appel direct et délibéré — *“de remettre en activité la mission du représentant spécial du Secrétaire général au Moyen-Orient conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité”.*

128. Enfin, le paragraphe 4 du dispositif se lit comme suit :

*“Demande en outre aux parties de reprendre immédiatement les pourparlers sous les auspices du représentant spécial en vue de conclure un accord de paix”.*

129. A nos yeux, ces recommandations sont le résultat d'efforts très positifs et très constructifs de la part des présidents africains de l'Organisation de l'unité africaine, et je pense que nous irions à l'encontre de ces très sérieux efforts si nous ne soumettions pas formellement ces propositions et recommandations à l'Assemblée lorsque nous traitons de cette question dont se sont occupés les présidents africains. Il me semble que les présidents africains ont soumis des propositions de toute évidence objectives qui visent à concilier les positions opposées des deux parties, mais qui tendent avant tout à relancer les négociations Jarring. Ma délégation pense que l'Assemblée verra peut-être dans ces propositions des présidents africains, que nous avons simplement reprises à notre compte, le guide le plus sûr de nos efforts pour relancer la mission Jarring.

130. J'ai dit que je ne parlerai pas des questions de fond dont on a traité au cours du débat; je me bornerai à dire que bon nombre de nos collègues ont mentionné l'impasse qui existe depuis février 1971 et ont exprimé leur sentiment que les négociations en vue d'engager les activités du représentant spécial du Secrétaire général sur une voie menant à la paix doivent aboutir en décembre 1971. Nous sommes maintenant en décembre 1971, et, bien que nous ne puissions pas ne pas tenir compte du passé, il me semble que nous devons indubitablement être très conscients des angoisses du présent. Si j'ai raison, il me semble que nous devons essayer d'utiliser toutes les ressources dont nous disposons pour aller plus loin qu'en février 1971 et voir ce que nous pouvons faire, dans un effort positif et constructif, en décembre 1971. Nous avons l'impression qu'il ne nous reste pas beaucoup de temps.

131. Si mon gouvernement a raison de croire que les deux parties — à savoir le Gouvernement d'Israël et celui de l'Egypte — acceptent les propositions des présidents africains, il me semble alors que le Secrétaire général doit lui aussi les accepter et doit donner pour instructions à son représentant spécial de commencer à relancer sa mission spéciale en fonction de ces propositions. Le Ministre des affaires étrangères de la République arabe d'Egypte a eu la bonté et la franchise de dire, dans une déclaration officielle qu'il a prononcée hier devant les Etats latino-américains que son gouvernement pensait que la Commission de présidents africains avait été chargée d'entreprendre cette mission pour protéger les intérêts de l'Egypte; il a utilisé comme argument — et je suis persuadé que le Ministre des affaires étrangères me corrigera si je me trompe — le fait que ce groupe de médiateurs de l'Organisation de l'unité africaine a été créé en vertu d'une résolution qui, entre autres choses, priait Israël de se retirer du territoire égyptien.

132. Si le Ministre des affaires étrangères de l'Egypte a raison — ma délégation serait la dernière à le contester et nous estimons comme lui que l'Organisation de l'unité africaine a créé cet organe parce que l'Egypte étant un Etat africain, l'OUA s'intéressait au premier chef, et à juste titre, à son sort, au sort d'un Etat frère de l'Organisation, et que les présidents africains ont entrepris leurs démarches pour protéger les intérêts de l'Egypte —, alors si ces mêmes présidents africains, pour protéger les intérêts de l'Egypte, ont fait ces recommandations, la logique du raisonnement nous amène à dire que le Gouvernement de l'Egypte devrait avoir l'obligation de les accepter.

133. Mais, comme l'a indiqué le Ministre des affaires étrangères, ce n'est pas là le point en litige car, si nous avons bien compris, son gouvernement ne fait pas d'objection à ces recommandations.

134. Par ailleurs, le Ministre des affaires étrangères d'Israël, qui est apparu immédiatement après son illustre collègue d'Égypte à la réunion des Etats latino-américains, hier, a indiqué que son gouvernement considérait favorablement les propositions des présidents africains.

135. J'estime que l'Organisation de l'unité africaine aura fait une entrée remarquable sur la scène internationale si, en vertu de ces recommandations plausibles et correctes, l'Assemblée générale peut relancer les négociations entreprises par le représentant spécial du Secrétaire général. Il me semble que ce serait là une empreinte durable sur les sables du temps et tout le mérite en reviendrait à l'Organisation de l'unité africaine. Je crois que nous devrions soigneusement réfléchir à ces recommandations, y réfléchir avec prudence, avant de songer à les rejeter. Il semble à ma délégation que ces présidents africains ont entrepris leur mission pour essayer d'établir un régime de paix dans la région. Ce sont des hommes de bonne volonté. Ce sont des hommes dont on ne peut discuter l'intégrité et mon gouvernement hésiterait longuement avant de rejeter leurs propositions.

136. Ces propositions sont reprises dans le projet de résolution de la délégation de la Barbade. Elles ne sont pas améliorées. Rien n'y est ajouté. Rien n'en est retiré. Ainsi, dans un sens, la délégation de la Barbade a réellement adopté comme position les recommandations faites aux deux gouvernements du Moyen-Orient par les 10 illustres présidents africains. Ce qui, peut-être, nous est propre, ce sont les deux derniers paragraphes du dispositif, dans lesquels nous demandons au Secrétaire général, compte tenu de cette mission, de remettre en activité les négociations menées par son représentant spécial, et où nous demandons en outre aux parties de reprendre immédiatement les pourparlers avec le représentant spécial du Secrétaire général.

137. Ainsi, nous avons présenté ce projet de résolution qui comprend les recommandations des présidents africains dans le seul but de trouver un terrain d'entente, à partir duquel nous pourrions demander instamment au Secrétaire général de relancer les activités de son représentant spécial, M. Jarring. Nous avons soigneusement écarté tout ce qui pourrait sembler être une position partisane et, par conséquent, il nous a été facile d'adopter les recommandations des 10 illustres présidents africains, recommandations que

ces hommes distingués ont estimé devoir permettre non seulement de concilier les positions des parties au litige, mais encore d'aider le Secrétaire général à relancer les activités du représentant spécial.

138. Pour conclure, je voudrais recommander chaleureusement le projet de résolution présenté par la Barbade à mes collègues de l'Assemblée et j'espère que nous obtiendrons le vote que mérite l'effort fait par les 10 présidents africains qui ont entrepris ce voyage de paix.

139. M. MWAANGA (Zambie) [*interprétation de l'anglais*] : C'est avec un très profond regret que ma délégation prend la parole à ce stade pour commenter très brièvement les remarques que vient de faire mon très distingué et très illustre ami, l'ambassadeur de la Barbade. J'ai toujours écouté l'ambassadeur de la Barbade avec beaucoup d'attention parce que je connais sa sagesse et son expérience des questions dont l'Assemblée est saisie depuis de nombreuses années.

140. Je regrette, cependant, que l'ambassadeur de la Barbade ait fait mention d'un mémorandum secret préparé par la commission des 10 sages de l'Organisation de l'unité africaine sur la question du Moyen-Orient; ce mémorandum n'a même pas été reçu par la majorité des chefs d'Etat africains et le fait qu'on en ait parlé m'a choqué, en ma qualité de président du groupe des Etats africains, et aussi beaucoup d'autres représentants de l'Afrique.

141. Personne plus que les Africains eux-mêmes n'est conscient du fait qu'il y a eu une mission de paix de l'OUA qui s'est rendue au Moyen-Orient. Cette mission a préparé un rapport que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA qui doit se tenir à Rabat en juin 1972 devra examiner. Il est donc surprenant, à tout le moins, que le contenu d'un mémorandum secret, qui n'a même pas été distribué à tous les chefs d'Etat africains, fasse l'objet d'un projet de résolution de l'Assemblée générale.

142. Je regrette infiniment et, j'en suis sûr, le groupe des Etats africains souhaitera étudier les conséquences de cette affaire et de la divulgation non autorisée que vient de faire l'ambassadeur de la Barbade. Je sais que l'ambassadeur de la Barbade connaît fort bien les problèmes africains, mais les pays africains sont plus que capables de parler eux-mêmes des mémorandums qu'ils ont pu produire. Je me réserve le droit de prendre à nouveau la parole.

*La séance est levée à 17 h 30.*